

CAHIER
ET INSTRUCTION

Cm

FRC

6425

DE LA NOBLESSE DE POITOU,

*Pour ses Représentans aux Etats Généraux ;
convoqués à Versailles le 27 Avril 1789.*

1 7 8 9.

Ms W. 14072

C A H I E R
E T I N S T R U C T I O N
D E L A N O B L E S S E D E P O I T O U ,

*Pour ses Représentans aux États Généraux ;
convoqués à Versailles le 27 Avril 1789.*

AUCUNE époque de la monarchie française n'a offert une circonstance aussi généralement importante que celle où nous nous trouvons. Les états généraux du royaume sont convoqués, & nous touchons à leur ouverture ; assurer à la nation , réunie à son roi , le pouvoir législatif , & à la nation assemblée le droit d'accorder librement les subsides , maintenir le monarque dans la plénitude du pouvoir exécutif , & la maison royale dans son droit à la succession au trône ; poser des barrières devant les entreprises illégales & téméraires des ministres ; rassurer les citoyens

sur leur liberté & leur propriété ; combler un précipice effrayant que la déprédation dans les finances a creusé ; élever les loix à une telle hauteur qu'elles dominent sur tous sans exception ; tels sont les grands objets qui doivent occuper cette assemblée auguste.

La noblesse du Poitou , jalouse de concourir à une régénération si salutaire , particulièrement frappée de la nécessité de donner à l'état une constitution fixe & inébranlable , n'a point balancé dans ces circonstances , & indépendamment de toute autre considération , à nommer ses représentans aux états généraux ; elle observe que dans le nombre de pétitions & réclamations qu'elle a à faire , toutes ne peuvent avoir le même degré d'importance. Il en est qui tiennent tellement aux droits de la nature ou à l'essence de la monarchie , qu'assurée d'avance du concours général de toute la noblesse des provinces , elle croit pouvoir les recommander d'une manière impérative & absolue à ses députés. Il en est d'autres dont le développement seroit difficile , qu'il lui suffit d'indiquer , &

sur l'exécution desquelles elle doit s'en rapporter à la sagesse de ceux à qui elle confiera ses intérêts , à la masse de lumières qu'ils auront reçue dans ses assemblées. Il en est quelques-unes enfin dont l'obtention pourroit sans danger être remise à des temps subséquens.

C'est dans ces dispositions & dans cette confiance en ses députés , c'est pénétré de respect & d'amour pour la personne sacrée du roi , que l'ordre de la noblesse de Poitou a arrêté , prescrit & enjoint à ses représentans les articles ci-après :

ARTICLE PREMIER.

A l'ouverture de l'assemblée des états généraux il sera présenté une adresse au roi pour le remercier d'avoir appelé la nation , conformément au droit constitutif des Français , à délibérer & voter avec lui.

I I.

Nos députés ne s'écarteront jamais de cet

esprit de modération & de concorde duquel seul on peut attendre une réunion efficace d'efforts pour rétablir l'ordre public, & donner à l'état une constitution solide.

I I I.

Ils n'accorderont de subside que d'après les besoins réels & connus de l'état ; dès-lors il n'y aura plus d'impôts permanens, mais ils varieront comme les besoins.

I V.

Ils feront reconnoître de nouveau, & proclamer en états généraux, que la nation seule a le droit de consentir l'impôt.

V.

Par une conséquence des deux derniers articles, ils demanderont l'abolition de tous subsides qui n'auroient pas été avoués par la nation assemblée ; mais pour donner une nouvelle preuve d'amour, de respect & de

fidélité à sa majesté, ils consentiront que toutes impositions subsistent jusqu'au jour où les états généraux cesseront d'être assemblés.

V I.

Nous chargeons nos députés de faire prescrire le retour périodique des états généraux ainsi que l'époque, forme de convocation, composition & tenue; observant en général qu'il est avantageux qu'ils ne soient pas trop éloignés, & qu'il semble convenir aux circonstances que la première époque soit très-rapprochée.

V I I.

Nos représentans ne se départiront point du droit de voter par ordre; ils soutiendront irrévocablement le principe, que sur ce droit, ainsi que sur tout autre point de législation ou d'imposition, il faut le consentement des trois ordres pour valider une délibération, & que jamais, dans ces cas,

l'adhésion de deux ordres ne peut contraindre le troisième.

V I I I.

Ils chercheront avec activité, quoiqu'avec discrétion, les motifs qui ont fait prescrire que le nombre des représentans du tiers-état dans l'assemblée nationale, indiquée au 27 avril prochain, égaleroit celui des deux autres ordres réunis; nos députés, inviolablement attachés au maintien de la monarchie, rangés sous l'abri des formes antiques & constitutionnelles, demanderont aux états généraux que l'admission du tiers-état en nombre égal à celui des deux premiers ordres réunis soit déclaré insolite, inadmissible pour l'avenir, & ne pouvant tirer à conséquence dans la circonstance actuelle; ils requerront acte de cette déclaration.

I X.

Les subsides, de quelque nature qu'ils soient, étant toujours une charge grave pour les

peuples, & une portion enlevée à leur propriété, il est nécessaire de connoître bien parfaitement les besoins des diverses parties du service public & des différens départemens du ministère pour leur assigner les fonds convenables, sans plus; corriger les abus, établir & former une distinction nécessaire entre la cassette du roi & le trésor de l'état: en conséquence nos représentans, unis à ceux des autres provinces, exigeront des ministres un état de situation des finances exact & détaillé; ils connoîtront du déficit, en examineront les causes, la nature & le montant, & dresseront un tableau pour être communiqué & rendu notoire à la nation par voie d'impression.

X.

La liberté de l'homme étant la première de ses propriétés, elle sera assurée par l'abolition de toutes lettres closes, lettres d'exil, & autre espece d'ordres arbitraires.

X I.

Faire statuer que toute loi générale & permanente quelconque , burſale ou non , ne ſoit établie à l'avenir qu'au ſein des états généraux , & par le concours mutuel de l'autorité du roi & du conſentement de la nation ; que les ſimples loix d'adminiſtration & de police ſoient , pendant l'abſence deſdits états généraux , proviſoirement adreſſées aux cours ſouveraines pour y être librement vérifiées & enregiſtrées ; mais qu'elles n'aient force que juſqu'à la première tenue de l'aſſemblée nationale , où elles auront beſoin d'être ratifiées pour continuer à être obligatoires. Qu'aucun acte n'ait force de loi lorsqu'il n'aura pas été enregiſtré en pleine liberté.

X I I.

Reconnoître comme dettes de l'état , pour cette fois ſeulement & ſans que jamais cela puiſſe tirer à conſéquence , tous les emprunts

qui ont été librement enregistrés par les parlemens. A l'égard de toutes les autres dettes , nous nous en rapportons à la sagesse des états généraux.

Demander que distraction soit faite de tous les fonds qui auront rapport aux intérêts de la dette nationale ; qu'il en soit fait une caisse particuliere , sur laquelle la nation aura , dans tous les temps , une surveillance sans réserve , de maniere que , même dans l'interruption de ses assemblées , l'emploi exact desdits fonds aux objets de leur destination , & la publicité , par voie d'impression , des comptes y relatifs , soit assurée.

XIII.

Nos représentans ne délibéreront sur aucun subside que tous les articles ci-dessus n'aient été préalablement accordés.

Dans le cas où les états généraux seroient dissous sans le consentement exprès des trois ordres , ils arrêteront que tous les tribunaux seront tenus , à peine d'en être responsables envers la nation , de poursuivre , comme

concussionnaires , toutes personnes qui s'ingéreroient à lever taxes ou impôts quelconques ; tous les subsides étant nuls & illégaux , n'ayant point été consentis par le vœu unanime de la nation rassemblée en états généraux , ils déposeront leur arrêté , protestation & réquisition aux greffes des cours souveraines.

X I V.

La noblesse de Poitou considérant qu'elle a le même intérêt que les autres individus de la nation au maintien de l'ordre public , desirant cimenter l'union entre les ordres , a consenti de supporter les charges pécuniaires dans une parfaite égalité en proportion des fortunes & des propriétés. N'entendant néanmoins faire aucuns des sacrifices pécuniaires énoncés que dans le cas seulement où les états généraux auront lieu , & dans celui où ils parviendront à statuer définitivement & authentiquement sur le rétablissement de la constitution.

X V.

La noblesse , après avoir volontairement renoncé aux privilèges pécuniaires dont elle jouissoit , demande à être maintenue & conservée dans tous ses autres droits , prééminences , prérogatives , distinctions & propriétés , tels qu'ils sont sanctionnés par les précédens états généraux & ordonnances des rois , comme étant son plus précieux patrimoine , le gage de son amour & de sa fidélité pour ses princes , & liés nécessairement à la constitution du royaume , puisque sans noblesse il ne peut y avoir de monarchie , & que sans prééminences & distinctions il ne peut y avoir de noblesse.

X V I.

Nos députés demanderont la responsabilité des ministres.

X V I I.

La sanction de l'assemblée nationale pour l'édit concernant les non catholiques , enregistré au parlement au mois de février 1788.

X V I I I.

Des états pour le Poitou afin que la province puisse l'administrer selon son vœu & la localité ; & pour qu'aucune des parties qui la composent ne soit privée de cet avantage , ses états comprendront tout ce qui est régi par la coutume du Poitou , sans égard aux généralités dont l'arrondissement est moderne & vicieux. Il résultera de ce plan que les intendans & leurs subdélégués deviendront sans fonctions d'administration.

X I X.

Nos représentans feront voir la nécessité de ranimer l'agriculture , & de soulager la classe précieuse des laboureurs , par la diminution

de l'impôt sur les terres. Ils s'occuperont de faire cesser la guerre que font à l'état ceux connus sous le nom d'agioteurs ; ils démontreront que c'est à leurs manœuvres qu'il faut attribuer le taux exorbitant de l'argent , ce qui prive souvent le propriétaire des moyens d'améliorer son terrain.

X X.

La noblesse ne devant être que le prix des grandes vertus , demander qu'elle ne soit plus accordée à prix d'argent ou par charge ; qu'on ne puisse y prétendre que quand on se sera distingué dans les armées par de longs services ou de grandes actions , soit dans les cours souveraines par une vie long-temps consacrée au maintien des loix , soit enfin dans toute autre profession par un rare mérite & d'utiles talens.

Il est à desirer que sa majesté approuve que la demande des ennoblissemens de cette dernière classe lui parvienne par les états provinciaux.

XXI.

La liberté indéfinie de la presse sera établie par la suppression absolue de la censure , à la charge par l'imprimeur d'apposer son nom à tous ouvrages , & de répondre personnellement , lui ou l'auteur , de tout ce que les écrits pourroient contenir de contraire à la religion dominante , à la constitution & aux loix du royaume , au respect dû à la personne sacrée du roi , à l'honnêteté publique , & à l'honneur des citoyens.

XXII.

Demander la prohibition de tout changement dans le titre & la valeur des monnoies.

XXIII.

Nos députés demanderont qu'on rappelle les dispositions des précédentes assemblées nationales concernant les domaines de la couronne , & d'après un examen réfléchi sur
cet

cet objet , ils solliciteront ce qui leur paroîtra convenable pour les droits du roi & les intérêts de la nation.

XXIV.

Les pensions étant une charge de l'état , mais cependant nécessaires, on demandera que les états généraux , dans leur sagesse , reglent la somme à laquelle la masse totale des pensions sera fixée.

Que la totalité des graces pécuniaires soit réunie par le même brevet , & qu'il ne pourra être cumulé plusieurs emplois sur la même tête.

XXV.

Solliciter la suppression des gages de ces charges honorifiques sans utilité , & quelquefois même sans fonctions.

X X V I.

S'il y a lieu de rétablir le contrôle, demander un nouveau tarif pour le contrôle, des partages à un prix modique, dont le moindre droit soit de 3 livres, & le plus fort de 120, sans aucun accessoire, avec un effet rétroactif pour les partages précédemment faits qu'on voudroit faire contrôler; un autre tarif pour la fixation invariable de tous autres droits de contrôle, lequel seroit imprimé & rendu public dans toutes les paroisses, déposé aux greffes des hautes justices & affiché dans tous les bureaux de chaque contrôleur.

X X V I I.

Faire annuler à jamais ces places de vérificateurs des actes qui, par leurs recherches cachées, portent le trouble dans les familles, & empêchent souvent les arrangemens privés

qui préviendroient les procès & établiroient la paix entre des parens.

XXVIII.

Solliciter la suppression de ces impôts vexatoires, connus sous le nom de droits d'insinuations, centieme denier, ensaisinement, réunis sous la dénomination de régie des domaines du roi, & dont le nom suffiroit pour blesser la nation, puisqu'il annonce comme appartenant au roi, des objets qui font une partie réelle de la propriété des citoyens.

XXIX.

Le reculement des barrières jusqu'aux frontieres du royaume, afin de détruire ainsi une armée de commis de tout genre, qui sont si à charge à l'état, à toutes les classes de la société, & par ce même motif un

nouveau régime à l'égard des aides, si on croit devoir les conserver.

[X X X.]

A l'égard de la suppression de la gabelle, nos députés feront chargés de la demander, sous condition que le produit net de cet impôt, au trésor royal, sera remplacé par un nouveau subside supporté seulement par les provinces qui y sont sujettes.

X X X I.

Demander une augmentation de maréchaussée dans la province.

X X X I I.

L'emploi des troupes à la confection des grands chemins.

XXXIII.

L'établissement dans la province d'un tribunal héraldique, composé de quatre gentils-hommes & d'un généalogiste pour toutes les preuves de noblesse.

XXXIV.

Faire réintégrer les communes dans le privilège de nommer leurs officiers municipaux, & de disposer librement de leurs revenus sous l'inspection des états provinciaux.

XXXV.

Demander que toutes les fois qu'une propriété sera prise pour l'utilité publique, la valeur en sera payée argent comptant & suivant l'estimation par expert.

XXXVI.

Que les états provinciaux réservent une somme applicable à réparer les malheurs généraux & particuliers.

XXXVII.

Que tous privilèges exclusifs soient supprimés.

XXXVIII.

Solliciter l'effet d'une déclaration du roi, enregistrée le 16 janvier dernier au parlement, qui nomme différens magistrats pour s'occuper des moyens d'abrèger les longueurs & diminuer les frais des procédures civiles & criminelles, & de perfectionner les codes.

XXXIX.

Que les loix contre les banqueroutes soient
sévérement observées.

XL.

Demander que l'inamovibilité des officiers
soit reconnue.

XLI.

Demander l'abolition de toutes commis-
sions , évocations , attributions de jurisdic-
tion , droits de committimus & suppression
de lettres de jussion.

XLII.

Un parlement séant à Poitiers , dont le
ressort comprenne tout ce qui est soumis à
la coutume du Poitou ou à celle locale

de quelque canton particulier de cette province.

XLIII.

Considérant les capitulations ou contrats d'union qui assurent des droits particuliers aux habitans de certaines provinces de la France, comme des actes sacrés qui obligent solidairement la foi du prince & la foi de la nation, la noblesse de Poitou refuse à ses députés tous pouvoirs pour autoriser, par leur consentement, quelque changement que ce soit dans les droits stipulés par ces capitulations ou contrats, à moins que l'aveu de chacun des trois états de ces mêmes provinces ne les eût préalablement consenti.

XLIV.

Employer, de la part de nos députés, tous leurs pouvoirs pour faire revivre la chartre

du mois d'août 1436, par laquelle Charles VII
 fit union du comté de Poitou , ville & cité
 de Poitiers à la couronne de France , &
 ordonne & déclare , par maniere de décret
 & ordonnance royale : « que lui & ses suc-
 » cesseurs , pour quelques moyens ou ac-
 » cords qui puissent advenir , ne mettront
 » ni consentiront mettre la ville , cité &
 » châtellenie de Poitiers , comté & pays de
 » Poitou , ni aucun des membres ni appar-
 » tenans d'iceux hors leurs main seigneurie
 » ou couronne , ne les mettront , bailleront ,
 » ne consentiront mettre ne bailler en ne
 » sous autre main seigneurie ou gouverne-
 » ment que sous celui du roi nuement &
 » moyen quelconque , soit à ceux du sang
 » royal ou autres ».

X L V.

Solliciter un règlement concernant les
 éconômats.

XLVI.

Dans le cas où l'ordre du clergé demanderoit une augmentation de portion congrue pour les curés & vicaires , nos députés veilleront à ce que ladite augmentation ne puisse être prise sur aucuns biens des laïcs.

XLVII.

Demander que cette partie du code militaire , qui fixe l'âge de l'entrée au service , le temps de rigueur qu'il faut y conserver pour obtenir la croix de S. Louis ou autres honneurs qui tiennent à la profession des armes , la paie de l'officier & du soldat , l'uniforme , équipement des troupes , les pensions de retraite , le terme auquel elles sont dues , reçoivent la sanction des états généraux , & ne varient plus suivant l'opinion particulière de chaque ministre.

Engager les états généraux à supplier le roi d'ordonner que jamais un officier ne soit destitué de son emploi sans avoir été jugé par un conseil de guerre, & de retirer l'ordonnance qui autorise les coups de plat de sabre; punition flétrissante & odieuse pour les Français, que l'honneur seul doit conduire.

XLVIII.

Trouver les moyens d'abolir les milices & garde-de-côte, établissement qui dépeuple les campagnes & porte un préjudice à l'agriculture.

XLIX.

Demander la suppression des offices des jurés-priseurs.

L.

L'uniformité des poids & mesures , & la réduction de celle des grains & pieds cubes.

Sur le surplus les commettans s'en rapportent aux lumières , à la sagesse & à la discrétion des représentans , les autorisant à proposer , remontrer aviser & consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'état , la réforme des abus ; l'établissement d'un ordre fixe & durable dans toutes les parties de l'administration , la prospérité générale du royaume , & le bien de tous & de chacun des citoyens , promettant les avouer en tout ce qu'ils feront.

X I I I